

RICHARDSON, Richard W. Jonas H. HARALZ. *Moving to the Market : The World Bank in Transition*. Washington, DC, Overseas Development Council, Policy Essay n°17, 1995, 106p.

Marie Lavigne

Volume 27, numéro 2, 1996

Une nouvelle politique étrangère Canadienne : internationalisme libéral ou néo-réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703613ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703613ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lavigne, M. (1996). Compte rendu de [RICHARDSON, Richard W. Jonas H. HARALZ. *Moving to the Market : The World Bank in Transition*. Washington, DC, Overseas Development Council, Policy Essay n°17, 1995, 106p.] *Études internationales*, 27(2), 446–448. <https://doi.org/10.7202/703613ar>

tion des partis politiques face au libre-échange est la pression des groupes d'intérêt (225). Mais d'autres éléments influencent également le comportement des partis politiques à cet égard, tels l'orientation idéologique du parti, l'évolution de son membership (constituency) et le fait qu'un parti soit au pouvoir ou non (incumbency). Sans tout expliquer à lui seul, c'est le dernier de ces éléments qui constituerait le facteur explicatif central des politiques gouvernementales face au libre-échange en Amérique du Nord. Et en ce sens, écrit C. Doran, le régionalisme tel que représenté par l'ALENA serait la réponse de l'homme politique à l'économiste et à l'homme d'affaires (p. 260).

Voilà donc un ouvrage fort intéressant et de lecture très agréable en particulier pour ceux et celles qui s'intéressent à la formulation de la politique commerciale mais également pour un public plus large qui porte un intérêt à la dynamique des relations nord-américaines ou encore au phénomène du régionalisme. L'ouvrage possède cette qualité peu répandue d'être accessible à la fois aux spécialistes et aux non-initiés dans la mesure où on y retrouve un très bon équilibre entre des chapitres à caractère plus théorique et d'autres où prime la narration historique. Ce livre est également le bienvenu puisqu'il contribue à réintroduire le politique dans l'étude d'un phénomène qui est tout autant politique qu'économique mais dont on a jusqu'ici beaucoup trop négligé la dimension politique.

Gordon MACE

Département de science politique  
Université Laval, Québec

### **Moving to the Market: The World Bank in Transition.**

RICHARDSON, Richard W., Jonas H.  
HARALZ. Washington, DC, Overseas  
Development Council, Policy Essay  
n° 17, 1995, 106p.

L'ouvrage est publié par un organisme américain privé spécialisé dans l'étude du développement, dont les activités comprennent également le conseil aux décideurs des secteurs privé et public, ainsi que la publication de notes et documents. Les auteurs ont tous les deux une expérience de fonctionnaires internationaux (respectivement à la Société financière internationale et à la Banque mondiale), de consultants et chercheurs; il s'y ajoute une pratique bancaire et financière passée, aux États-Unis pour le premier et en Islande pour le second. La question posée dans l'ouvrage est la suivante: dans un monde désormais dominé par l'idée de la supériorité du secteur privé comme moteur de croissance, comment doit évoluer l'action de la Banque mondiale?

La Banque mondiale, est-il dit en prologue, a tout au long de son histoire encouragé l'émergence d'entreprises privées efficaces et d'un marché ouvert dans les pays en développement, tout en programmant et finançant des projets d'infrastructure trop lourds pour être pris en charge par le secteur privé. La leçon a été entendue dans un nombre encore restreint mais croissant d'économies en développement, d'abord en Asie du Sud-Est puis en Amérique latine et plus récemment en Europe de l'Est. Les auteurs reconnaissent que tout le monde n'est pas d'accord sur l'éten-

due du rôle joué par l'État dans le «miracle asiatique», mais croient pouvoir affirmer que «ces pays ont obtenu des taux élevés de croissance fondés largement sur la libre entreprise» (p. 4).

Que faire aujourd'hui ? Plusieurs vues s'opposent. Pour les uns, la Banque mondiale devrait mener une politique plus active pour la consolidation du secteur privé, et de plus se limiter à assurer les conditions de son bon fonctionnement, en laissant à la «main invisible» le soin de faire le reste. Pour les autres, la Banque mondiale est trop associée à l'idée d'un interventionnisme économique ; l'aide publique au développement n'a plus aujourd'hui sa raison d'être après avoir dominé la scène pendant des années, et c'est aux marchés financiers privés à prendre le relais. Dans une troisième conception, la Banque a certes encore sa raison d'être, mais doit se concentrer sur le développement humain, incluant l'éducation, la santé, le rôle des femmes dans l'économie et la société.

La seconde partie examine l'activité de la Banque Mondiale comme institution publique prêtant des fonds publics à des gouvernements, mais dans une vision néo-classique où l'important est de «mettre en place les bons signaux» selon l'expression consacrée (p. 10) pour le jeu correct du marché. Animés d'un esprit de service public, hautement qualifiés – la sélection dans le recrutement et les rémunérations élevées attirant les meilleurs (*sic*, p. 11), les fonctionnaires de la Banque n'ont pas toujours su se dégager d'une excessive confiance en soi, perçue par leurs partenaires des pays en développement comme

de l'arrogance (*sic*, note 2, p. 89). En même temps, justement parce que la Banque elle-même n'était pas jugée selon des critères de marché, on a souvent négligé le suivi et le résultat économique des projets pour se concentrer sur la programmation de nouvelles opérations. C'est ainsi que se développa la grande «crise» de 1991 entre les États-Unis et la Banque, à l'occasion de l'augmentation de capital de la Société financière internationale. Un compromis fut atteint fin 1991 : les États-Unis ne purent obtenir que dorénavant 50 % des engagements iraient au secteur privé, mais eurent gain de cause pour une réorientation plus accentuée de la Banque vers le secteur privé (dans les opérations et dans la recherche). Des réorganisations dans l'organigramme et la politique de recrutement de la Banque s'ensuivirent, pour culminer avec l'établissement d'une nouvelle vice-présidence pour les finances et le développement du secteur privé (sigle anglais FPD) en 1992 (p. 18). Peut-on aller plus loin ? La Banque ne peut directement financer le secteur privé, en l'absence de garanties publiques ; or de telles garanties sont contraires aujourd'hui à l'esprit du temps. On pourrait certes concevoir que la Banque prête sans garanties, pour 5 à 10 % de ses engagements annuels, mais est-ce bien son rôle de jouer les banques commerciales, pour un montant qui serait dérisoire (1 à 2 milliards de dollars par an) comparé aux flux privés de financement. L'expérience de la BERD qui est allée dans ce sens n'est guère encourageante (p. 28). Autre chose est la mise en place d'un programme dynamique de garanties à des prêts et investissements privés, avec l'aide des deux filiales de la ban-

que, la Société financière internationale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

La troisième partie est consacrée aux fonctions de la SFI. On peut en effet se demander pourquoi débattre de l'opportunité pour la Banque mondiale de financer directement le secteur privé, puisqu'une institution créée exprès pour cela existe. En effet la SFI a été fondée en 1956 précisément pour prêter aux entreprises privées dans des pays en développement qui n'avaient pas accès aux marchés financiers privés. Quel a été le bilan de son action? Une discussion détaillée met en évidence des résultats assez décevants, bien que sur dix ans (1984-1994) le volume des financements ait quadruplé. Les principaux défauts de l'institution sont les suivants: le faible nombre de bénéficiaires (73 % des projets ont été concentrés sur 15 pays entre 1990 et 1994, dont les 4 grands pays d'Amérique latine et deux des «dragons» asiatiques, pays qui peuvent directement accéder aux marchés financiers privés); la concentration sur de grands projets, laissant de côté les petits investissements souvent plus décisifs pour le développement; réticence à s'engager en capital risque. Les auteurs formulent trois propositions: mettre en place un nouveau programme de promotion du développement pour les pays les moins ouverts aux marchés financiers privés; une coopération plus étroite avec la Banque mondiale sur le terrain (ce qui supposerait de surmonter une «hostilité traditionnelle» entre la Banque et la SFI, p. 87); un rôle accru d'intermédiaire financier pour le compte de la Banque mondiale (cette dernière proposition requerrait évi-

demment une augmentation de capital ou le transfert d'une partie des ressources de la Banque).

Les auteurs concluent en affirmant que la Banque mondiale, laissée à sa propre initiative, continuera à s'orienter par préférence vers le secteur public; le changement doit venir de l'extérieur, c'est-à-dire de la pression de ses membres. L'ouvrage souligne bien le problème majeur de l'institution en cette période de transition: se trouver une nouvelle légitimité ou décliner à mesure que le secteur public lui-même se contracte partout dans le monde. Certains points demeurent assez obscurs, notamment la vocation de la banque dans le domaine social. En tout cas, les auteurs n'hésitent pas à souligner l'enjeu de cette réforme nécessaire: «ce sont les abus du capitalisme qui ont créé le socialisme et déterminé la plus grande part des politiques menées et des souffrances endurées au cours de ce siècle; mais si le socialisme a perdu la bataille, il n'est pas certain du tout que le capitalisme ait gagné la guerre» (p. 7). La réforme des institutions financières internationales est donc aussi (surtout?) un acte d'auto-protection.

Marie LAVIGNE

Faculté de droit, d'économie et de gestion  
Université de Pau, France

## AFRIQUE

### Angola: From the Estoril Peace Agreement to the Lusaka Peace Accord 1991-1994.

DIAS, Joffre. Genève, 1995, 72p.

Joffre Dias, un Angolais résidant actuellement en Suisse, présente ici